

LA LUCIDITÉ CRÉPITANTE DE MICHEL ROCARD

Christian SAUTTER et Catherine CADOU

J'ai toujours eu un vrai respect pour Michel Rocard, dont je n'ai jamais été compagnon de route.

Ce respect remonte à loin, à 1965, lorsque je démarrais dans l'équipe des Études macroéconomiques pour le Plan. Ces projections à cinq-sept ans provoquaient déjà les sarcasmes des spécialistes des grandes directions du ministère des Finances qui posaient que l'avenir est imprévisible. À l'exception d'un jeune inspecteur des Finances, Michel Rocard, qui était secrétaire général de la Commission des comptes de la Nation, instance éminente à l'époque, où s'était illustré Pierre Mendès France au début des années 1950. À une séance de cette commission, je fus soufflé par un exposé brillantissime sur l'état économique de la France, débité à une cadence de mitrailleuse. Jamais Michel Rocard ne s'est, par la suite, départi de cette lucidité sur les forces et les faiblesses de l'économie de notre pays.

Le soir, Michel Rocard devenait Michel Servet, pseudo emprunté à un martyr protestant de la République de Genève, condamné par Calvin, cet austère qui ne se marrait pas. Le choix de ce pseudonyme prédisposant à être un minoritaire obstiné et brimé est étrange, mais il a permis au haut fonctionnaire de diriger le PSU qui menait la bataille de gauche en ces temps de gaullisme et de capitalisme triomphants. Rocard avait déjà à son actif un combat courageux contre la guerre d'Algérie.

Jeune cadre jacobin, dirait Edmond Maire, je militais au sein de la CFDT de l'INSEE, participais activement aux débats du printemps 1968, mais ne suivais que de très loin les combats du PSU pour l'autogestion à la yougoslave, dont « l'affaire Lip » fut le point culminant. Elle prouvait que des ouvriers qualifiés et des cadres engagés pouvaient diriger une belle entreprise d'horlogerie sans l'autorité de patrons de droit divin ni le contrôle de financiers prompts au gain. Cette expérience inédite de socialisme utopique fut étouffée par l'asphyxie du crédit et ne tira pas de larmes au puissant Parti communiste d'alors, convaincu que la « nationalisation des moyens de production » était la seule façon de corriger le système dominant.

Michel Rocard et le PSU ont rallié en 1974 le Parti socialiste, dont François Mitterrand avait pris le contrôle avec sa solide équipe de fidèles et les complicités de Pierre Mauroy et Jean-Pierre Chevènement. J'étais moi-même entré au PS pour la campagne présidentielle de 1974, durant laquelle Giscard d'Estaing l'emporta de

justesse sur Mitterrand. Mais j'avais rejoint le CERES de Chevènement, où je croisais certains technos qui ont fait depuis des parcours surprenants. Depuis la base, je suivais l'affrontement entre rocardiens et mitterrandiens, où le choc des personnalités l'emportait sur la confrontation des idées. Je prenais plus de plaisir à coller des affiches avec les camarades du XV^e arrondissement de Paris qu'à méditer la question de savoir s'il fallait nationaliser les banques à 51% (Rocard) ou à 100% (Chevènement et le PC). A posteriori, l'expérience montre que ces nationalisations n'ont eu d'effet positif ni sur le financement de l'économie ni sur l'emploi.

Au printemps 1981, conseiller à l'Élysée, j'ai retrouvé Michel Rocard auquel Mitterrand, élu Président, avait confié le Ministère du Plan dans le gouvernement Mauroy. Ce n'était pas un portefeuille prestigieux comme celui des Finances (Delors), mais il aurait dû aller comme un gant à cet homme qui connaissait si bien les qualités et les défauts de l'économie française. Je scrutais tous les jours la feuille de change qui arrivait par fax (vive le progrès technique !) et voyais fondre à vive allure les réserves de devises de notre pays saignées par le déficit extérieur ; celui-ci fut creusé par une relance de la consommation à contre courant de la conjoncture internationale, alors qu'était mal perçue la faiblesse des entreprises françaises à répondre à ce soudain afflux de commandes, le tout avec une inflation de 14% héritée de Raymond Barre, Premier ministre avant 1981.

Durant cette crise qui s'est dénouée en 1983, je n'ai pas le souvenir que le ministre du Plan ait posé un diagnostic clair et proposé des solutions, ni aux « commissions de modernisation » réunissant le patronat, les syndicats, les hauts fonctionnaires, ni aux réunions interministérielles présidées par le Premier ministre, auxquelles j'assistais, ni au Président de la République. Dans le débat vif au plus haut niveau de l'État, Delors et Mauroy étaient actifs et, in fine, convaincants, face à une opposition obstinée (Bérégovoy et Chevènement). Alors qu'il avait toutes les qualités intellectuelles, l'ascendant politique et le ministère adéquat, Michel Rocard, resta discret.

Nommé ensuite au Ministère de l'Agriculture, ce citadin souffrit le martyr, détestant les groupes de pression corporatistes (FNSEA, Association des grands producteurs de blé) et l'agro business qui ruinaient consciencieusement l'agriculture familiale (ils continuent sans vergogne aujourd'hui). Il m'appela vers minuit un soir où j'étais de permanence à l'Élysée, me demandant de réveiller le Président de la République auquel il voulait annoncer sa démission. Me souvenant que de Gaulle n'acceptait d'être réveillé qu'en cas de guerre mondiale, j'ai passé le ministre

surexcité à Louis Schweitzer, directeur de cabinet du Premier ministre Fabius pour qu'il calme l'intéressé.

Après ces débuts ministériels plutôt modestes, Michel Rocard fut un Premier ministre exceptionnel, que je compare à Pierre Mauroy, tenant fermement la barre du navire France dans la tempête des 1981-84, et sachant convaincre le Président. Alors qu'il était élu du Nord, Pierre Mauroy a fermé les Charbonnages et est allé à Denain l'expliquer aux mineurs. Moi qui ai reçu les mineurs à l'Élysée au terme d'une marche parisienne immense, calme et dramatique, je puis témoigner qu'il fallait du courage pour expliquer en face à des hommes si dignes que leur monde allait s'écrouler.

Michel Rocard laissera une triple trace indélébile dans l'histoire française. Il a pacifié la Nouvelle-Calédonie, à feu et à sang, en envoyant une cordée étrange composée d'un préfet, Christian Blanc, d'un pasteur et d'un prêtre. Il fallait un certain culot pour que la République laïque mobilise des forces spirituelles pour éteindre le feu, façon nitroglycérine d'Yves Montand dans « Le salaire de la peur » de Clouzot.

Il a créé le Revenu Minimum d'Insertion (RMI), intelligent dispositif scandinave proposé aux chômeurs de longue durée : « Vous touchez un revenu substantiel mais vous faites des efforts pour vous réinsérer dans la société et l'emploi ». Le réseau France Active que je préside depuis 2000, a été créé en 1988, par Claude Alphandéry, rocardien pur sucre, pour financer la création d'entreprise par les chômeurs et les entreprises d'insertion, où ils passent dix-huit mois pour retrouver estime de soi et habitudes de travail.

Et il est le père de la Contribution Sociale Généralisée (CSG), qu'il a fait voter à la quasi-unanimité, alors qu'il n'avait pas de majorité parlementaire. La CSG est un prélèvement proportionnel sur les salaires (c'est banal !) mais aussi sur les revenus du capital (c'est audacieux), et enfin sur les retraites (c'est génial de faire contribuer à la Sécu les *babyboomers* retraités qui ne sont pas tous modestes). C'est la plus grande réforme fiscale en France depuis l'invention de la TVA en 1954.

Je suis reconnaissant que Michel Rocard ait suggéré au Président que je devienne préfet de Paris et de l'Île-de-France pour élaborer le schéma directeur de la région capitale. J'ai quitté l'Élysée pour deux années et demie passionnantes de réflexion et de discussions sur l'avenir de cette belle région (janvier 1991-juin 1993). La tâche n'était pas facile, parce que la Région était aux mains de la droite et qu'il en était de même pour six des huit départements. Quant aux deux départements contrôlés par le Parti communiste, leur enthousiasme n'était pas plus grand,

exception faite de la toute jeune Plaine Commune de Braouezec. Déployant des logements sociaux mais aussi intermédiaires, orientant les implantations de bureaux, ménageant les espaces agricoles mités par les lotissements, évitant de grignoter les poumons verts de la Région, ce schéma a, cependant, été repris par le gouvernement de droite sorti des élections de mars 1993.

Faut-il jouer pour terminer au petit jeu des « héritiers de Michel Rocard » ? Son intelligence crépitante est aujourd'hui sans égale. Son talent comme Premier Ministre non plus. L'homme le plus proche serait pour moi le jeune Premier ministre Trudeau, d'un jeune peuple, celui du Canada (INYT 2-3 july16). Des milliers de groupes de volontaires y prennent en charge des familles syriennes, les accueillent, les financent, les acclimatent, les instruisent, leur trouvent du boulot. Initiative citoyenne, autogérée, solidaire, téméraire : du rocardisme à l'état pur !

9 juillet 2016